



Selon les derniers sondages de 69% à 74% de nos concitoyens se déclarent favorables au retrait de la loi « travail ». Même si les enquêtes d'opinion sont toujours à prendre avec précaution elles confirment un fait incontournable : malgré la pression politico-médiatique, les Français, et parmi eux les salariés qui représentent 90% de la population active, ont bien conscience qu'ils sont face à une loi qui dépouille les travailleurs de leurs garanties collectives pour mieux les soumettre à l'arbitraire patronal et aux seules exigences de rentabilité financière du capital.

Prétendument au nom de l'emploi, l'idée démente consiste à multiplier les petits boulots précaires et mal payés, à augmenter le temps de travail et réduire la rémunération des heures supplémentaires entreprise par entreprise. Peu importe si les salariés n'ont pas les moyens de vivre décemment ! L'essentiel est d'afficher de bonnes statistiques de l'emploi ! Cette loi de pure essence patronale a tout à voir avec les politiques que ce gouvernement fait subir à la fonction publique et particulièrement aux finances. Elles répondent toutes aux recommandations faites à la France par la Commission Européenne en mai 2015.

Les attaques contre le statut avec PPCR et Rifseep, les coupes massives dans l'emploi, les restructurations, les liquidations de missions, relèvent de la même logique : réduction des coûts et de l'intervention publique pour concentrer l'argent des contribuables sur la satisfaction des intérêts de la finance privé.

La publication un jour de mobilisation nationale, du rapport « Laurent » sur le temps de travail dans la fonction publique s'inscrit dans la même logique, en stigmatisant une nouvelle fois les agents publics. Ce rapport remet en cause, notamment, nos jours de congés et les jours dits de fractionnement.

Bien évidemment les luttes engagées par les agents des Finances sur leurs revendications, dans un nombre croissant de départements ne sont donc pas détachées de la bataille essentielle contre la loi « travail ».

Elles sont même totalement partie prenante de cette lutte interprofessionnelle car personne ne peut penser un seul instant que les agents des Finances verront leurs revendications satisfaites isolément, alors que le gouvernement poursuit et renforce sa politique d'austérité, avec un autoritarisme qui ne fait pas honneur à la démocratie. Là encore, nos concitoyens ne s'y trompent pas, et, majoritairement rendent le gouvernement responsable du conflit social qui s'étend.

C'est pourquoi, face à l'autisme du gouvernement, face aux insultes ignobles du patronat, face à la connivence des médias, face à la docilité et la passivité des directions, les représentants des personnels CGT, Solidaires et FO considèrent que les conditions d'un dialogue social constructif et apaisé ne sont absolument pas réunies et décident donc de ne pas participer au comité prévu ce jour.